L'architecture de la future Europe fait l'objet de nombreuses propositions

LANCÉ en mai par le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, le débat sur l'avenir du projet européen dans une Europe élargie va accompagner la présidence française de l'Union, parallèlement aux négociations en cours entre les Quinze sur l'amélioration du fonctionnement de leurs institutions. A ce stade du débat, les dirigeants les plus ouverts restent prudents. Le chancelier Schröder et le président du Conseil italien, Giuliano Amato, qui se sont rencontrés mardi 18 juillet à Florence, ont à nouveau plaidé pour une Europe plus politique. M. Schröder a reconnu qu'un tel processus « aura besoin d'éléments constitutionnels qui devront découler de la charte des droits fondamentaux ». Mais il s'est gardé d'aller plus avant et avait qualifié, plus tôt, de pure « illusion » l'idée d'un président européen.

En France, le ministre des affaires européennes, Pierre Moscovici, estime pourtant que la question de l'avenir de l'Europe fera nécessairement l'objet, le moment venu, d'un débat politique national. « Je suis convaincu que l'Europe sera un enjeu décisif pour les échéances qui viennent ensuite, notamment pour les législatives de 2002 », estimait-il le 17 juillet dans *La Tribune*. Le même jour, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, précisait lui-aussi sa position dans un entretien accordé au magazine allemand *Der Spiegel*. « Tout le monde doit rester libre de son expression », explique-t-il, regrettant que les questions qu'il a lui-même posées dans *Le Monde* en réponse à Joschka Fischer n'aient pas encore reçu de réponse « ni en Allemagne ni ailleurs, sauf le schéma fédéral classique qui ne peut pas fonctionner ».

Le chef de la diplomatie française a commenté prudemment les propositions avancées par Jacques Chirac, fin juin, dans son discours devant le Bundestag. Il remarque que les notions de noyau dur, de fédération des Etats-nations, de centre de gravité ne se recourent pas et que le groupe pionnier suggéré par le président de la République a provoqué des « réactions montrant que beaucoup de partenaires y ont reconnu le danger d'une Europe à deux vitesses ». Il s'est démarqué de l'idée d'entamer, aussitôt après le Sommet européen de Nice de décembre, un processus devant conduire à une constitution. « Le président lui-même a eu l'occasion de redire depuis que cette partie-là de son dis-

cours était le résultat de réflexions personnelles. C'est un sujet qu'il faudra examiner de très près avant de s'engager vraiment dans le processus », estime Hubert Védrine. « Il y a floraison de solutions et de propositions qui, ajoute-t-il, sont encore très différentes. »

On discerne les pistes qu'il conviendrait d'explorer pour trouver au moins une base commune de discussion

De fait, les propositions de réformes des institutions européennes formulées par diverses personnalités couvrent l'ensemble du spectre, depuis la fédération supranationale jusqu'à la stricte coopération intergouvernementale. On discerne cependant les pistes qu'il conviendrait d'explorer pour trouver au moins une base commune de discussion.

Quel gouvernement pour l'Union ? Certaines propositions s'appuient sur la Commission actuelle réformée (François Bayrou), d'autres créent un gouvernement en lieu et place de la Commission, mais ce gouvernement ressemble parfois à la Commission (Alain Juppé). Joschka Fischer a laissé ouverte cette question. Les divergences portent sur les rapports de cette partie de l'exécutif avec un autre organe exécutif (président et/ou Conseil européen) et avec le Parlement.

Quel président ? Deux options se présentent : soit désignation par le Conseil européen qui représente les gouvernements nationaux (Juppé), soit élection au suffrage universel direct (Bayrou - Jérôme Monod) ou au suffrage universel indirect (Fischer). Dans le premier cas, il serait plus un porte-parole de l'Union ; dans le second, il serait le véritable chef de l'exécutif, avec éventuellement pouvoir de dissoudre l'Assemblée européenne.

Quel parlement ? Un consensus se dessine sur la nécessité d'un parlement comprenant deux chambres, l'une représentant les citoyens, l'autre les Etats. Des divergences apparaissent sur les modalités de désignation. La première - la chambre des citoyens - devrait être élue au suffrage universel di-

rect (dans un premier temps, Fischer avait semblé penser qu'elle pourrait être l'émanation des parlements nationaux, mais ce serait une régression par rapport à l'actuelle Assemblée de Strasbourg). La seconde serait une chambre des nations ou des Etats, représentant soit les parlements nationaux (Fischer-Juppé), soit les Etats, à raison de quelques représentants par pays membres, avec deux options : un nombre de représentants égal quelle que soit la taille de l'Etat (système du Sénat américain) ou fonction de l'importance de l'Etat membre (Bundesrat allemand). Selon la solution choisie, le Conseil européen, où se retrouvent actuellement les chefs d'Etat et de gouvernement, perdrait ou non sa raison d'être. Il pourrait être simplement supprimé ou se maintenir comme une sorte de présidence collective (Juppé), voire avec sa double fonction actuelle, exécutive et législative (Bayrou).

Trois questions au moins, d'importance variable, restent sans réponse : premièrement, ces réflexions s'appliquent-elles à

l'ensemble de l'Union ou seulement à une avant-garde prête à aller plus loin dans l'intégration ? Deuxièmement, comment peuvent-elles être mises en forme ? par une nouvelle conférence intergouvernementale ? par un groupe de sages ? par une assemblée constituante ? Enfin, quels seront les divers niveaux de compétences et quelle sera la répartition des pouvoirs entre l'Union, les Etats, les régions, etc. ? Cette dernière question, que l'on a jusqu'à maintenant masquée (plus que traitée) par le terme de subsidiarité, est sans doute la plus complexe - et potentiellement la plus explosive. Elle suppose des réformes difficiles, non seulement au niveau européen mais dans chacun des pays. Le bras de fer est constant en Allemagne entre le gouvernement fédéral et les Länder sur leurs compétences respectives. Et les dirigeants politiques français sont bien conscients, eux aussi, de la nécessité d'une nouvelle répartition territoriale des pouvoirs, sans avoir eu jusqu'ici le courage de l'affronter.

Henri de Bresson
et Daniel Vernet

Le Monde 21/7 p.4